

Glocal

0105 2016
www.vvsg.be

Transposer les objectifs de développement durable au niveau local





SPECIAL

Glocal: global goals, local focus

La transposition locale des objectifs de développement durable

Les 17 objectifs de développement durable (SDG ou Sustainable Development Goals) qui ont été adoptés en septembre 2015 par les Nations Unies, forment l'agenda universel jusqu'en 2030. Aussi bien en Flandre qu'ailleurs dans le monde ces objectifs comportent un grand potentiel pour les autorités locales pour travailler au développement durable sur le territoire municipal.

BARTLASUY

3 **opinion** Mark Suykens: Vers une vie digne pour tout le monde sur terre

4 **Interview** avec Kathleen Depoorter, Cil Cuypers, Tine Heyse:
Le développement durable met tout le monde dans le même bain

6 **Interview** avec Alexander De Croo:

« Nous allons apprendre de plus en plus souvent du Sud. »

Le point de départ des objectifs de développement durable est fondamentalement différent de celui des objectifs du millénaire pour le développement. "À l'époque, le Sud avait des problèmes et le Nord les solutions. À présent, il est clair que nous devons tous lutter ensemble contre les grands problèmes mondiaux" explique ministre de la coopération au développement Alexander De Croo.

10 **Des objectifs mondiaux dans une perspective locale**

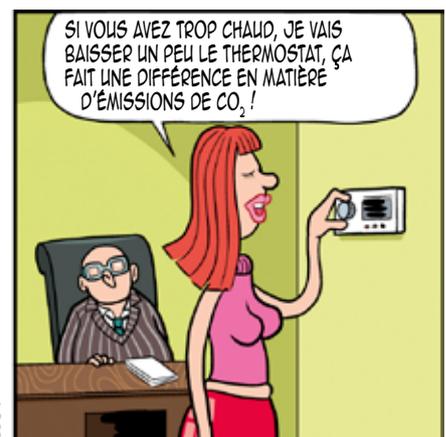
12 **Les 17 objectifs de développement durable en images**

14 **Enfin un ancrage local pour une politique mondiale**

16 **Où en sont les communes ?**

19 **De la survie à une vie meilleure**

NIX





Vers une vie digne pour tout le monde sur terre

Cet agenda international peut être l'occasion d'entreprendre d'autres démarches dans une politique locale cohérente de développement durable.

En septembre 2015, 193 leaders mondiaux ont lancé les 17 objectifs de développement durable lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ceux-ci sont inclusifs et universels et n'abordent pas le développement durable que du point de vue du secteur de la coopération au développement, mais tout autant dans le cadre de la politique sociale, de la politique climatique et environnementale, de la politique économique et des relations et partenariats internationaux. Les objectifs de développement durable constituent l'agenda jusqu'en 2030 inclus et, en tant qu'administrations locales en Flandre, nous avons aussi un rôle à jouer à cet égard. Suite au lobbying intensif de nos organisations faitières européenne (CCRE) et internationale (CGLU), l'un des 17 objectifs concerne spécifiquement l'urbanisation durable. L'objectif 11 vise à réaliser des villes et établissements humains ouverts à tous, résilients, sûrs et durables d'ici 2030. Cet objectif est évidemment à la mesure des villes et communes. L'objectif 16 réfère aussi spécifiquement à la tâche universelle des administrations locales, entre autres, d'agir en tant que pouvoir public de manière efficace, en favorisant la participation et en rendant des comptes. Pour le reste, chacun des objectifs de développement durable touche d'une manière ou d'une autre aux compétences communales. De la lutte contre la pauvreté, le bien-être pour les personnes de tout âge, l'égalité des sexes et le bon enseignement, à des politiques énergétiques et climatiques, de l'économie locale et de la consommation.

Pour les administrations locales flamandes, les objectifs de développement durable sont – tout

comme pour leurs communes partenaires dans le Sud en général – un instrument important pour réaliser un développement durable sur leur territoire, tel que stipulé à l'article 2 du Décret communal. Bien entendu, les administrations locales sont déjà très actives dans chacun de ces domaines. Cet agenda international peut pourtant être l'occasion d'entreprendre d'autres démarches dans une politique locale cohérente de développement durable. Ainsi, une Commune du Commerce Équitable peut faire des liens directement avec une politique d'achat durable et une politique d'investissement éthique. La VVSG a établi une déclaration d'engagement sur le rôle des administrations locales dans la poursuite du développement durable. Nous invitons les administrations locales flamandes à souscrire à cet engagement et à s'y atteler.

Ce nouvel agenda international est particulièrement ambitieux. Le message sous-jacent l'est également : une existence digne pour tout le monde, personne ne peut rester à la traîne et, à cet effet, le monde doit changer d'ici 2030. Les administrations locales peuvent intégrer ces objectifs de développement durable dans le futur plan pluriannuel municipal. Notre contribution à cet agenda international de développement durable ne doit pourtant pas être une action isolée. Une bonne collaboration équilibrée entre les différents niveaux de pouvoir en Belgique est indispensable. Nous demandons donc instamment aux autorités fédérales et flamandes d'impliquer activement les administrations locales dans la planification et le développement d'actions et de visions dans le cadre de cet agenda de développement universel. ■



Lokaal est la revue mensuelle des autorités locales
www.vvsg.be
Rédacteur en chef
Marlies van Bouwel
marlies.vanbouwel@vvsg.be

Ont coopéré à cette édition
Rédaction Marleen Capelle,
Katrien Gordts, Pieter Plas,
Bart Van Moerkerke
Mise en page Ties Bekaert, VVSG
Impression Schaubroeck



Une édition de l'Association des Villes et Communes Flamandes asbl
Rue du Pavillon 9, 1030 Bruxelles
Éditeur responsable
Mark Suykens, Directeur général
Avec le soutien de:







Le 25 septembre 2015 à New York, 193 leaders mondiaux ont souscrit à dix-sept objectifs de développement durable qui doivent changer radicalement le monde d'ici 2030. Kathleen Depoorter, Cil Cuypers et Tine Heyse sont impressionnées. « Les objectifs de développement durable sont ambitieux, intégraux et globaux. Mais ils requerront beaucoup d'efforts, de la part de tout le monde. »

Le développement durable met tout le monde dans le même bain

TEXTE BART VAN MOERKERKE
IMAGE STEFAN DEWICKERE

En 2015, on a dressé un bilan prudent mais positif des objectifs du millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable ont été approuvés dans le giron de l'ONU. En comparaison avec les huit objectifs du millénaire, le nouvel agenda comptant dix-sept objectifs de développement stratégiques et 169 cibles, est beaucoup plus volumineux. Outre la lutte contre la pauvreté, l'eau propre, une éducation de qualité et l'égalité des sexes, ils mettent par exemple aussi en avant la paix, une production et une consommation durables, une énergie abordable et propre, ainsi que la lutte contre les changements climatiques. L'agenda cible non seulement les pays en voie de développement, mais il vaut pour le Nord comme pour le Sud. Nous avons demandé à trois échevins en charge de la coopération internationale de nous mettre au parfum : Kathleen Depoorter (N-VA, Evergem), Cil Cuypers (SP.A, Bierbeek) et Tine Heyse (Groen, Gand).

Quelle est votre évaluation des objectifs de développement durable ?

Cil Cuypers : « Je suis impressionnée. Il s'agit d'un plan ambitieux, basé sur une vision beaucoup plus intégrale et globale que les objectifs du millénaire. »

Kathleen Depoorter : « Ils concernent tout le monde : les autorités à tous les niveaux de pouvoir, les entreprises, les associations, les citoyens. Au Sud, mais aussi au Nord. Ils attaquent les problèmes à la racine. Les autorités au Nord devront en tenir compte. »

Tine Heyse : « Nous sommes au-delà de la division Nord-Sud. Ici aussi, il y a de la pauvreté, ici aussi, nous devons œuvrer pour un monde durable. Tout est lié. Ce que nous faisons ici, exerce une influence dans le monde entier. De plus, ces objectifs rendent le concept-valise de durabilité

concret dans toutes ses facettes : sociales, économiques et écologiques. »

Les objectifs sont effectivement larges. N'y a-t-il pas trop ?

Tine Heyse : « Les objectifs du millénaire étaient plus concrets et le fait qu'il n'y en avait que huit facilitait l'aspect éducatif. Les objectifs de développement durable sont complexes, mais le développement durable l'est aussi. Il faut travailler sur de nombreux terrains, ici et ailleurs, également en tant qu'autorité locale. J'ai été agréablement surprise en apprenant que nous nous occupions déjà d'une bonne partie des 169 cibles à Gand. »

Cil Cuypers : « Notre conseil communal a approuvé à la fin 2015 un plan d'action climatique qui a été précédé d'un processus de participation. Je trouve de nombreux points de départ dans ce plan : par rapport à la mobilité, à une production et une consommation durables, à un meilleur habitat, par rapport à une consommation énergétique réduite et au commerce équitable. »

Vos collègues échevins et conseillers communaux sont-ils déjà informés ? Et l'administration ?

Cil Cuypers : « Chez nous, les collaborateurs ne s'en préoccupent pas encore vraiment. C'est logique, car hormis dans les médias spécialisés, les objectifs de développement durable n'ont fait l'objet que de peu d'attention. Je cherche une manière de les expliquer à mes collègues et aux collaborateurs de la commune. Je pense me baser sur ce qu'ils font déjà actuellement et traduire cela dans un cadre plus global. »

Kathleen Depoorter : « À Evergem, nous utilisons en premier lieu le partenariat international municipal comme point de départ. Nous avons organisé cette semaine une



Tine Heyse :
« Les objectifs de développement durable sont complexes, mais le développement durable l'est aussi. Il faut travailler sur de nombreux terrains, ici et ailleurs, également en tant qu'autorité locale. »

grande action avec différents services communaux. Avec l'artiste de notre commune partenaire équatorienne, nous avons réalisé un géant qui a amené dix-sept sachets à Evergem. C'était une occasion particulièrement visuelle d'aborder les dix-sept objectifs avec mes collègues et avec les services. Nous utiliserons également le géant pour la sensibilisation de la population. »

Le dernier objectif concerne spécifiquement les partenariats. Pas seulement entre autorités, mais aussi avec les entreprises, la société civile, la population. Comment les impliquez-vous ?

Cil Cuypers : « Il s'agit là d'un défi de taille. Beaucoup de personnes comprennent qu'elles doivent construire de façon économe en énergie pour réaliser des économies ou pour préserver l'environnement. Mais elles oublient souvent que c'est aussi important pour toute la planète. »

Tine Heyse : « Il faut informer sur ce thème vaste petit à petit, aux endroits et dans les forums où cela s'avère possible. Nous œuvrons ainsi à une stratégie alimentaire locale. Pour ceux qui s'en soucient, il s'agit de la restauration du lien avec notre alimentation,

de la chaîne alimentaire courte. Nous essayons aussi d'y intégrer la notion de Nord-Sud. Si on ne traduit pas purement la chaîne alimentaire courte en termes de distance, elle peut aussi signifier qu'il n'y a que peu de chaînons intermédiaires entre le producteur et le consommateur, elle vise en un mot les produits du commerce équitable. De cette manière, il est possible de transmettre l'idée globale. »

Kathleen Depoorter : « Notre partenariat international municipal peut aussi servir d'approche à cet égard. La pénurie d'eau à Guaranda est une occasion très concrète pour ouvrir le débat sur le climat à Evergem. »

Tine Heyse : « C'est plus difficile pour les grandes villes. Nous avons un partenariat international municipal avec Mangaung en Afrique du Sud. Il y a une bonne collaboration, il y a un échange entre les services, mais nous ne sommes pas parvenus à faire connaître le partenariat aux Gantois. Nous songeons à mettre en place des réseaux plus vastes avec des villes au Nord et au Sud sur des thèmes comme le commerce équitable. Dans un partenariat international municipal, on dépend en partie de son partenaire, la



« Nous allons apprendre de plus en plus souvent du Sud. »

« Les objectifs du millénaire pour le développement étaient encore fortement imbibés de l'ancienne vision du développement : le monde occidental détermine la direction et le reste doit suivre. Avec les objectifs de développement durable, nous acceptons pour la première fois que nous sommes tous dans la même barque face à plusieurs grands problèmes mondiaux et que nous devons les résoudre ensemble. » Selon les dires d'Alexander De Croo, ministre fédéral de la Coopération au Développement, entre autres.

TEXTE BART VAN MOERKERKE

IMAGE STEFAN DEWICKERE



Kathleen Depoorter :

« Le SDG 11 signale aux autorités centrales l'importance des villes et donne à celles-ci un outil pour aller frapper à la porte des gouvernements nationaux. »

coopération dans une relation plus large offre plus de possibilités. »

Cil Cuypers : « À Bierbeek, le partenariat international municipal est une approche, mais il existe aussi d'autres canaux. Le plan d'action climatique, par exemple, vit grâce aux moments de participation. Je constate cependant que nos collaborateurs ne sont pas encore convaincus de sensibiliser la population aux objectifs de développement durable. »

Tine Heyse : « J'ai connu la même expérience. Mon service trouvait les objectifs de développement durable très complexes, trop complexes pour être transmis à la population. Je trouve qu'ils peuvent être un moyen de travailler de façon encore plus intégrée. Ils montrent que tout est lié. La politique d'achat a également trait au fait de ne pas participer à la déforestation en travaillant avec du bois FSC. Il s'agit aussi de la façon dont les pavés du Korenmarkt sont produits. Nous travaillons naturellement pour les Gantois, mais nous ne sommes pas une île. Nous devons avoir conscience du fait que tout ce que nous faisons a un impact ailleurs, et inversement. Les objectifs de développement durable peuvent créer une solidarité. »

À quel point l'objectif 11 est-il important pour les villes et communes ?

Tine Heyse : « Il est très important. Au sommet sur le climat à Paris, le rôle des villes dans la problématique climatique a été mentionné pour la première fois explicitement, et on y donne à présent suite. Je crois fermement à la force du niveau local pour apporter des solutions, mais les communes doivent alors aussi obtenir les compétences requises pour remédier aux problèmes. Par exemple avoir voix au chapitre sur les transports publics, sur la politique énergétique. Je plaide donc pour plus de compétences locales. Évidemment, il y aura toujours des problèmes qui dépassent le niveau des communes. L'échange des droits d'émission par exemple est réglé au niveau européen. »

Kathleen Depoorter : « L'objectif 11 est très important parce que les villes grandissent très vite, surtout au Sud. Elles se heurtent souvent à des barrières, elles ne reçoivent pas de moyens et de compétences de la part de l'autorité centrale. Le onzième objectif signale aux autorités centrales l'importance des villes et donne à celles-ci un moyen d'aller frapper à la porte des gouvernements nationaux. »

Le Vice-Premier ministre Alexander De Croo était à New York en septembre, pour la signature des objectifs de développement durable. « C'était un événement impressionnant en présence de tous les grands leaders mondiaux, car il s'agissait bel et bien d'une étape importante. On y a travaillé pendant des années. Le point de départ est fondamentalement différent de celui des objectifs du millénaire pour le développement.

À l'époque, le Sud avait des problèmes et le Nord les solutions. À présent, il est clair que nous devons tous lutter ensemble contre les grands problèmes mondiaux comme l'extrême pauvreté, le réchauffement climatique, l'extrémisme, les flux migratoires : les autorités, la société civile et le secteur privé. J'entends parfois dire que dix-sept objectifs et 169 cibles, c'est trop, mais si l'on considère que les objectifs de développement durable ont été

distillés en dix-sept thèmes pour 194 pays tellement différents, ce n'est pas si mal. »

Comment vous et vos collègues ministres allez-vous convertir ces objectifs dans la politique ?

« Nous les avons déjà partiellement intégrés dans notre politique de développement, car en 2014, nous savions déjà quelle direction ils allaient prendre. Il y a encore du travail pour les traduire dans notre politique intérieure. Mais il y a beaucoup de pistes. Un exemple : l'un des 169 cibles aborde la forte diminution du nombre de morts de la route. Il y a là un lien direct avec la politique fédérale et flamande. La sensibilisation des entreprises et de la société civile demandera également des efforts. Il y a deux mois, j'ai organisé une réunion pour nos grandes entreprises et pour les entreprises qui sont actives à l'étranger. Au début, bon nombre d'entre

elles sont tombées des nues. Une heure plus tard, elles avaient assimilé l'idée de l'économie circulaire et de la durabilité. La durabilité n'est pas qu'un principe moral, mais aussi un principe sensé sur le plan économique. »

Qui reprend les objectifs de développement durable dans la politique fédérale ?

« Il s'agit d'une tâche partagée. La partie relative à la politique étrangère est pour Didier Reynders et pour moi. La politique intérieure est pour Marie-Christine Marghem. En tant que ministre du Développement durable, elle doit imbriquer les objectifs dans tous les domaines politiques. »

Que signifient les objectifs pour votre département ?

« Dans la coopération au développement – je préfère en fait parler de développement – »



Cil Cuypers :

« Les gens comprennent qu'ils doivent construire de façon économe en énergie pour réaliser des économies ou pour préserver l'environnement. Mais ils oublient souvent que c'est aussi important pour la planète. »

Cil Cuypers : « Le partenariat international municipal peut être utile à cet égard parce que le développement des capacités est enraciné dans la coopération. Il ne s'agit pas de coopération au développement, mais de développement mutuel des capacités. »

Le développement durable traverse l'organisation communale, mais est actuellement encore loin d'être intégré de manière transversale dans les niveaux politique et administratif. Comment gérez-vous cela ?

Tine Heyse : « Le travail intégré se fait déjà avec le cycle de gestion et de politique (le planning stratégique et financier). Sept échevins au moins sont impliqués dans notre plan climatique, qui indique clairement qui fait quoi. Il en va de même avec la politique contre la pauvreté. Le processus reste laborieux. Lorsqu'il s'agit de faire des économies, les services se replient certainement plus vite sur leurs activités principales. »

Cil Cuypers : « Les choses sont un peu plus faciles dans les petites organisations. Nous devons appliquer une approche

intégrée parce que nous sommes de petite envergure. Une bonne entente dans le collège y contribue. »

Comment considérez-vous la tâche du fonctionnaire ou service Nord-Sud ?

Kathleen Depoorter : « Il est très occupé. Conjointement avec le coordinateur de la politique, il doit assumer la régie, et introduire et suivre les objectifs de développement durable dans les autres services. Dans notre petite organisation, c'est faisable. »

Tine Heyse : « Chez nous, cela ne marcherait pas. Vu notre grande envergure, cela signifierait que le service Nord-Sud coordonne la politique de la ville. À cet effet, nous avons le service 'stratégie et coordination'. »

Cil Cuypers : « La collaboratrice de la coopération internationale est également le fonctionnaire en charge de la durabilité. Elle peut difficilement être le pivot sur tous ces autres terrains. La collaboration est la clé. »

international –, nous allons agir de plus en plus dans une perspective d'égalité entre le Nord et le Sud. Jusqu'à présent, la globalisation signifiait que nous tracions la direction et que le reste du monde suivait. Ce qui est de facto déjà en train de changer. Si l'on considère l'utilisation de smartphones dans le trafic des paiements, le Kenya et le Bangladesh donnent l'exemple. Ou prenez les soins de santé à distance, un développement qui ne trouve pas d'écho au Nord. Nous allons de plus en plus souvent pouvoir tirer des leçons de développements qui se font ailleurs. Et ces objectifs signifient évidemment que nous mettons l'accent sur une croissance économique durable et inclusive. L'année passée, le Congo a connu une croissance économique de huit, neuf pour cent. Mais elle n'est pas partagée par tous, elle ne profite qu'à un seul pour cent de la population. Nous visons une croissance qui profite à toute la population. Et elle ne passera pas par l'exploita-

tion minière. La croissance devra surtout passer par l'agriculture, par une économie permettant aux jeunes gens de participer à la construction de leur pays parce qu'ils sont libres de pratiquer l'agriculture et de faire le commerce de leurs produits dans leur propre région. Cette économie sera beaucoup plus décentralisée qu'aujourd'hui et tiendra également compte des coûts environnementaux. L'économie durable décentralisée aidera surtout des pays très fragiles, situés souvent en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, où nous sommes actifs. Il ne faut pas y prévoir de projet gigantesque, mais un tas de petits projets, dont l'un ou l'autre peut bien échouer. Prenez comme exemple le barrage d'Inga sur le fleuve Congo, censé fournir de l'énergie à toute l'Afrique. Il est impossible de mener à bien un investissement si gigantesque dans un environnement fragile, et si l'on devait quand même y parvenir, il n'entraînerait pas une croissance inclusive. Nous

voyons une alternative dans les environs du parc des Virunga. Le Prince de Merode a constaté que le parc avait été plumé par la population extrêmement pauvre. La seule façon de le protéger était de fournir d'autres revenus à la population. Il a investi dans de petits barrages et lacs de retenue en dehors du parc, qui produisent de l'électricité décentralisée. Dans les environs naissent ensuite de petites activités industrielles, la vie économique démarre. Le rôle du Nord pourrait être celui d'accélérateur, permettant à de nombreux projets de ce type de se développer. »

Quel est le rôle réservé aux administrations locales, ici et au Sud ?

Les administrations locales au Sud construisent la démocratie depuis la base. Au Burundi, nous ne travaillons plus avec l'autorité centrale, mais via des ONG et des structures politiques locales. Nous ne laissons pas tomber la population.



Alexander De Croo:

« Sortir 800 à 900 millions de personnes de l'extrême pauvreté d'ici 2030, cela représente 150 000 personnes chaque jour. C'est un chiffre gigantesque. »

L'exécution de l'agenda de la durabilité va coûter cher.

Où trouvera-t-on cet argent ?

Tine Heyse : « C'est une question de choix. Nous avons un projet en cours conjointement avec la Flandre concernant des vêtements de travail issus du commerce équitable pour le service des plantations. Ceux-ci sont un peu plus chers que les vêtements ordinaires, mais c'est un choix. Gand a connu autrefois des situations intolérables dans son industrie textile et nous avons une responsabilité vis-à-vis des gens au Sud qui fabriquent à présent nos vêtements. Une ville doit montrer le bon exemple. Et elle doit veiller à ce que ses habitants aient le choix, qu'il y ait une offre de vêtements équitables pour tout le monde. Il est regrettable que la plupart des gens préfèrent aider le Sud via l'aide au développement plutôt que de payer un peu plus pour les produits du Sud. Le Nord doit encore opérer ce changement. »

Kathleen Depoorter : « Nous essayons de réconcilier durabilité et faisabilité financière. Les investissements communaux à long terme se font dans des produits durables. À court terme, nous prenons les produits classiques. »

Tine Heyse : « Nous devons également faire preuve de créativité. Sur un nouveau zone industrielle, par exemple, nous demandons 7 euros par m² supplémentaire. Les entreprises récupèrent une partie de ce montant si elles prennent quelques mesures durables, et l'autre partie sous la forme de conseils en matière d'énergie. »

Qu'attendez-vous des autorités flamandes et fédérales ?

Kathleen Depoorter : « Le fait que la coopération internationale soit tant une compétence flamande que fédérale, sans coordination, reste pénible. Les choses pourraient se dérouler beaucoup mieux. »

Tine Heyse : « J'attends des gouvernements fédéral et flamand qu'ils réfléchissent et travaillent de façon intégrée, tout comme les communes. Tous les ministres doivent reprendre les objectifs de développement durable. »

Cil Cuypers : « Mais il revient au ministre De Croo de la Coopération au Développement d'en être l'ambassadeur. Ses collègues mais aussi les communes pourront alors y accrocher leurs wagons. » ■

Bart Van Moerkerke, rédacteur de Lokaal

Les administrations locales ici ont aussi un rôle important mais, à l'heure des économies, il nous faut mieux harmoniser tous les efforts. En unissant nos forces, nous pouvons faire mieux avec moins de moyens. L'Agence belge de développement CTB construit des routes, creuse des puits. Associez-y une ONG comme Trias qui est spécialisée dans l'agriculture et une université ou une école supérieure qui s'occupe d'irrigation, et vous créez une autre dimension. Ajoutez à cela un projet de renforcement de l'administration locale et vous obtenez un résultat encore meilleur. Nous devons nous mettre d'accord quant à un objectif commun. C'est la direction que je souhaite prendre, les ONG et la VVSG suivent cette pensée. Nous allons également focaliser nos efforts sur un nombre plus restreint de pays. Le monde a changé. Autrefois, deux milliards de personnes vivaient bien et le reste vivait dans la misère. Aujourd'hui, il

y a cinq milliards de personnes qui vivent bien ou qui ont des perspectives d'une vie meilleure, et un milliard se retrouve dans une misère noire. Nous devons concentrer nos efforts sur ce dernier groupe de trente, quarante pays. »

Vous êtes optimiste ?

« Absolument, mais j'ai conscience du fait que les défis sont grands. Sortir 800 à 900 millions de personnes de l'extrême pauvreté d'ici 2030, cela représente 150 000 personnes chaque jour. C'est un chiffre gigantesque. Comme nous l'apprennent les objectifs du millénaire pour le développement, cela devra essentiellement se faire via la croissance économique, le commerce et les investissements dans les pays les plus pauvres. Il y a des succès, comme l'Éthiopie qui était pauvre comme Job à l'époque de Band Aid. Un leadership politique fort est un facteur crucial. La population souvent jeune est autant entre-

prenante que chez nous, mais les autorités doivent veiller à un environnement dans lequel il fait bon entreprendre. Cela signifie qu'elles doivent aussi pouvoir gérer une population qui vole de ses propres ailes et qui fait preuve d'esprit critique. Cela vaut aussi pour le niveau politique local. »

Pour finir, en tant que ministre, vous ne devez être plus l'ambassadeur des objectifs de développement durable, comme le demandent les échevins ?

« Je comprends leur requête, mais il n'est pas facile de rendre les objectifs gérables. Toute personne chargée d'une responsabilité politique se doit d'être un ambassadeur. Je compte aussi sur les médias, mais ils ne sont pas toujours enthousiastes. Nous pourrions uniquement changer cet état de fait à condition de présenter des résultats concrets. » ■

Bart Van Moerkerke, rédacteur de Lokaal

Des objectifs mondiaux dans une perspective locale

Qu'ont donc en commun les équipes alimentaires, l'élargissement des pistes cyclables, la Convention des Maires pour une réduction des émissions de CO₂, le compostage de quartier, des communes saines et hospitalières, et les Nations Unies ? La réponse réside dans la décision de l'Assemblée Générale de l'ONU de septembre 2015. Les objectifs de développement durable ont alors été approuvés à New York. Il s'agit de la poursuite de deux agendas mondiaux : d'une part les objectifs du millénaire pour le développement et d'autre part les différentes Conférences sur le climat.

TEXTE BETTY DE WACHTER

Contrairement aux objectifs du millénaire pour le développement, les nouveaux objectifs de développement durable sont universels. Pour la première fois, la division Nord-Sud classique est laissée de côté dans un tel accord. À présent, c'est à tous les pays de jouer un rôle : au cours des quinze prochaines années, des thèmes sociaux importants seront traités au Nord comme au Sud. La pauvreté, la famine/l'alimentation, l'éducation, la santé, le genre, le climat et le développement durable – y compris l'économie, la consommation, le travail décent – sont abordés dans le monde entier, et donc aussi en Belgique/ en Flandre et localement. Il s'agit d'un agenda unique, avec un volet local et un volet mondial ; tout est lié et requiert donc une approche intégrale. Cela signifie qu'il y a beaucoup de défis, et en même temps de nombreuses occasions de soutenir ensemble ce projet universel.

Les quinze premiers objectifs correspondent aux trois piliers du développement durable : 'people' (social), 'planet' (écologique) et 'prosperity' (économique). Les deux derniers créent le cadre indispensable : 'peace' (objectif 16 – paix et sécurité) et 'partnership' (objectif 17).

Une histoire qui nous concerne

Les objectifs de développement durable s'adressent aux autorités, aux entreprises, aux universités et institutions scientifiques, aux associations et organisations, et aux citoyens, partout dans le monde. Ils offrent un cadre intéressant aux villes, communes et CPAS comme

autorités de première ligne pour établir un lien entre le niveau local et le niveau global dans la politique communale et la pratique locale. Chercher des solutions aux changements climatiques, veiller à

Flandre, est fixée dans les grandes lignes dans le plan pluriannuel municipal pour la période 2014-2019. C'est pourquoi il est essentiel de se baser sur ce qui est fixé pour faire l'exercice localement avec les

Les administrations locales n'ont certainement pas toutes les leviers en main, mais elles présentent le grand avantage de pouvoir expérimenter mieux localement, de pouvoir tester des trajets, la proximité avec les citoyens étant un atout majeur.

des prestations de services accessibles à tous, miser sur la chaîne alimentaire courte conjointement avec les citoyens... ce ne sont là que quelques exemples de la façon dont les objectifs de développement durable pourraient être traduits au niveau local, en Flandre et ailleurs. Dans le contexte flamand, les objectifs offrent l'occasion idéale de donner forme à la mission de toute commune, tel que stipulé à l'article 2 du Décret communal flamand :

Les communes visent à contribuer au niveau local au bien-être des citoyens et au développement durable du territoire communal. Conformément à l'article 41 de la Constitution, elles sont compétentes pour les affaires d'intérêt communal pour la réalisation desquelles elles peuvent prendre toutes les initiatives qui s'imposent.

La manière dont chaque commune donne forme à cette mission dans la législation communale actuelle en

dix-sept objectifs. Et il se passe toutes sortes de choses : de la lutte contre la pauvreté aux plans climatiques, de la distribution d'aliments sains dans des centres d'aide sociale à l'emploi local. Ce sont des exemples de politique locale et de pratiques locales qui adhèrent sur le plan du contenu aux objectifs de développement durable. Ainsi, le cadre international des objectifs de développement durable peut faire office de source d'inspiration pour la politique locale, et le niveau local peut fournir sa propre contribution à son exécution.

Les termes 'transversal', 'intégral' ou 'multidimensionnel' reviennent souvent. Cet aspect intégral de la politique convient bien aux administrations locales. Elles sont le niveau politique par excellence où tout converge et où des solutions concrètes doivent être cherchées dans différentes optiques. Comment le sport pourrait-il contribuer au bien-être, à la santé et à l'intégration ? Comment le

fait de miser sur l'efficacité énergétique pourrait-il contribuer à lutter contre la pauvreté ? Comment l'aménagement (ou réaménagement) de l'espace public pourrait-il contribuer à l'adaptation aux changements climatiques ? Les administrations locales peuvent faire beaucoup, mais la transition à une autre énergie, à une gestion durable de l'eau ou à une infrastructure résiliente ne peut pas être réalisée par un seul niveau public ou par un seul organisme.

La collaboration et la concertation sont indispensables en plus d'une vision claire de l'ensemble de la politique (locale), pour ainsi dire une vue d'hélicoptère. Les administrations locales n'ont certainement pas toutes les leviers en main, mais elles présentent le grand avantage de pouvoir expérimenter mieux localement, de pouvoir tester des trajets, la proximité avec les citoyens étant un atout majeur. Les résultats de la politique sont généralement immédiatement visibles. Cet avantage comparatif des administrations locales existe dans le monde entier. C'est pourquoi elles forment un maillon crucial dans l'exécution des objectifs de développement durable, et nous pouvons parler à juste titre de 'transposition des objectifs de développement durable', qui nous concerne donc de près.

Un grand travail nous attend, localement aussi, mais l'Agenda 2030 des objectifs de développement durable s'est donc octroyé quinze ans pour progres-

ser, de 2015 à 2030. En premier lieu, les administrations locales doivent être bien informées et sensibilisées afin de se familiariser à leur mesure avec le cadre international des objectifs. Elles peuvent collaborer avec des associations et partenaires locaux, avec des citoyens et des communes voisines pour analyser ce que les objectifs de développement durable peuvent signifier pour leur politique. Elles peuvent identifier des actions qui renforcent ou redessinent leurs choix politiques du point de vue de leur contribution locale aux objectifs. Elles peuvent conclure des partenariats internationaux avec d'autres communes, la collaboration étant axée sur l'exécution des objectifs. Il y a de nombreuses possibilités à cette fin, comme l'a démontré la Conférence sur le climat à Paris en décembre 2015.

La durabilisation par étapes de l'agenda local a été amorcée depuis un moment déjà, mais le cadre international fourni par les objectifs de développement durable forme un stimulant à ne pas sous-estimer pour la continuation. La collaboration avec d'autres villes et communes, en Belgique et à l'étranger, peut engendrer une grande inspiration et de bonnes pratiques, permettant aux administrations locales de jouer un rôle de pionnier dans la transition à la durabilité, dans le monde entier. ■

Betty De Wachter est chef de service de VVSG International

1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.
12. Établir des modes de consommation et de production durables.
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

Informations sur les objectifs de développement durable :

Les Nations Unies	https://sustainabledevelopment.un.org
CGLU	La CGLU est l'organisation faîtière internationale dont la VVSG est membre. www.uclg.org/en/issues/2030-agenda-sustainable-development
UNITAR	CIFAL Flanders fait partie depuis 2015 d'UNITAR, le réseau de centres de formation internationaux qui est lié aux Nations Unies. La tâche de CIFAL Flanders consiste à inscrire les normes et déclarations de l'ONU, et en particulier les droits de l'homme et les objectifs de développement durable de l'ONU, dans les administrations locales, les entreprises, les centres de connaissances, les organisations, la société civile. Le centre propose des workshops, des séminaires, des conférences, des cours en ligne et des conseils sous la devise 'Leadership for sustainability'. www.cifal-flanders.org www.learnatunitar.org www.unitar.org

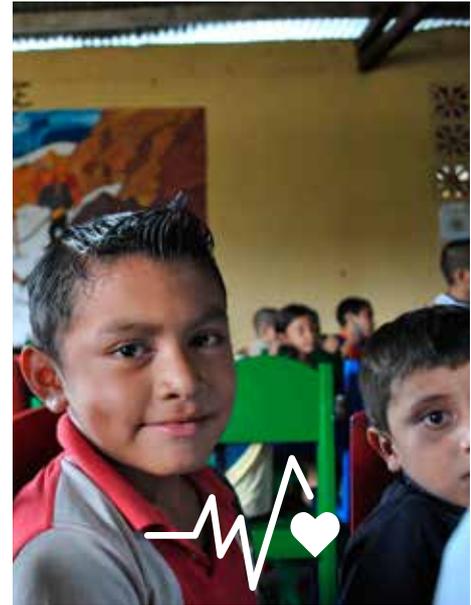




LAVIA AERTS



STEF DE BELDER KRIMS



BERT JANSSENS



STEFAN DEWICKERE



KIRSTEN VANHOODONCK



BERT JANSSENS



BERT JANSSENS



BERT JANSSENS



BERT JANSSENS



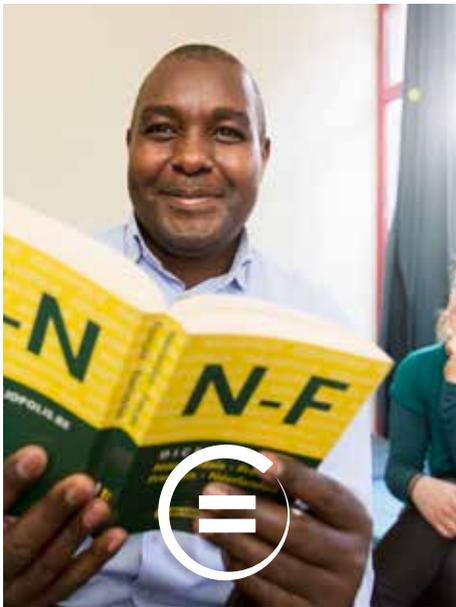
ARCHIEF ANTWERPEN



STEFAN DEWICKERE



STEF DE BELDER KRIMS



STEFAN DEWICKERE



BERT JANSSENS



STEF DE BELDER KRIMS



ELISABETH BIESEMANS



STEF DE BELDER KRIMS



Enfin un ancrage local pour une politique mondiale

La politique mondiale locale est une vision de la politique communale pour la coopération au développement. Les objectifs de développement durable forment des points de départ pratiques permettant de viser cette politique mondiale. Ils constituent l'une des voies pour œuvrer, en tant qu'administration locale, à une plus grande justice internationale.

TEXTE KARLIEN GORISSEN ET ASHLEY HENNEKAM IMAGE BERT JANSSENS

Il y a quelques années, plusieurs fonctionnaires Nord-Sud, 11.11.11 et la VVSG ont mis en place une cellule de réflexion sur l'avenir de la coopération communale au développement. Il en résulte cette vision de la politique mondiale locale. Elle offre un soutien aux villes et communes qui fonctionnent déjà selon cette idéologie et elle stimule également une réorientation là où cela s'avère souhaitable.

La justice internationale comme objectif

La politique mondiale locale naît de la prise de conscience qu'il existe de grandes inégalités tant d'un pays à l'autre qu'à l'intérieur des pays. Les nouvelles nous confrontent chaque jour à nos pratiques injustes. En menant une politique mondiale, nous montrons notre solidarité avec des personnes, des peuples et des pays qui subissent le contrecoup de diverses tendances mondiales, comme les changements climatiques, le terrorisme ou l'exploitation sociale. En misant sur la politique mondiale locale, l'administration communale œuvre à une plus grande justice internationale.

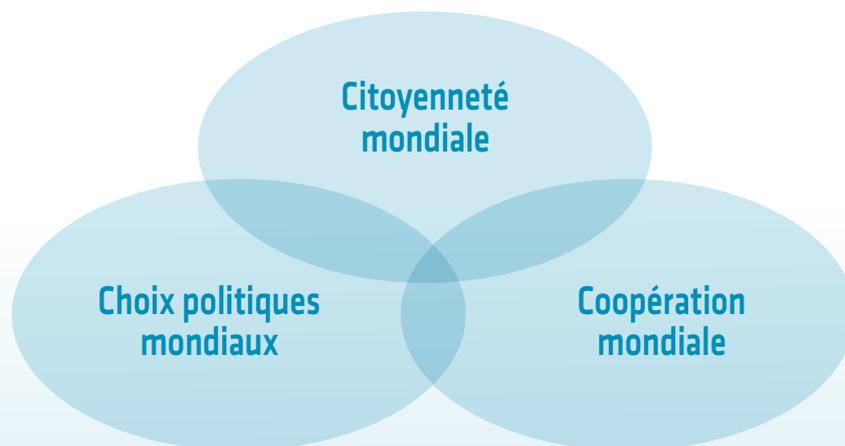
À Herent, le conseil consultatif pour la coopération au développement a organisé un conseil général. Celui-ci a pris l'initiative de réunir tous les conseils consultatifs communaux autour d'un seul thème : la durabilité. Ainsi, la société civile au sens large du terme a formulé des conseils en matière de développement durable

à l'intention de la politique d'Herent. À Izegem, les échevins et les conseils consultatifs de l'agriculture, de la nature et l'environnement, et de la coopération au développement ont lancé un processus afin de créer une base pour le grand petit-déjeuner équitable avec des produits à base de viande locaux. Les deux communes mettent en pratique la politique mondiale locale.

Trois terrains d'action

La politique mondiale locale est cohérente, transversale et elle est une politique englobant l'ensemble de la commune, qui contribue à une plus grande justice internationale. Elle est réalisée via trois terrains d'action. En premier lieu, une administration locale peut viser des choix politiques cohérents qui contribuent à la justice internationale. À cet effet, elle peut adapter ses procédures internes (en durabilisant sa politique d'achat ou en menant une politique climatique interne), intégrer les objectifs de développement durable comme cadre sous-jacent dans les différents objectifs dans le plan pluriannuel municipal ou reprendre la justice internationale dans la vision et la mission de la commune.

La municipalité de Genk a décidé de miser sur une organisation de la ville (plus) durable à partir de 2014. Le fonctionnaire en charge de la durabilité a reçu un mandat pour réaliser une interprétation transversale du concept de durabilité. Pour commencer, il a défini



En menant une politique mondiale, nous montrons notre solidarité avec des personnes, des peuples et des pays qui subissent le contrecoup de diverses tendances mondiales, comme les changements climatiques, le terrorisme ou l'exploitation sociale.



Les partenariats internationaux municipaux (hermanamientos) sont un bel exemple d'alliance mondiale.

et examiné ce concept avec des collègues de divers services municipaux, le management team et le collège. Un trajet de transition a débuté sous la direction de VITO : un groupe d'étude pour la transition a démarré avec des collègues des services développement des quartiers, participation, planning politique, durabilité et environnement ; une session d'information TRAKSIS a été organisée pour tous les coordinateurs de projet d'une soixantaine de projets horizontaux du plan pluriannuel de Genk ; six coordinateurs de projet ont scanné leur projet avec TRAKSIS, un instrument qui soutient les villes dans leur conversion à la durabilité ; deux 'master class' (sur la pensée systémique et la formation de la vision) ont été organisées pour tous les collègues de la municipalité. Un premier moment de réflexion s'est tenu à la fin 2015 pour tirer des leçons et affiner la focalisation du trajet d'apprentissage.

En deuxième lieu, l'administration locale peut stimuler ses citoyens, organisations, membres du personnel, entreprises, mouvements de jeunesse, écoles, responsables politiques, commerçants à devenir de véritables citoyens du monde. En les informant, en les sensibilisant et en les activant, l'administration communale peut veiller à ce qu'ils contribuent à la justice internationale dans leur comportement.

Pour finir, une commune peut aussi entamer, soutenir ou stimuler un projet de coopération mondiale. Il s'agit alors de coopération internationale (via un partenariat international municipal, via des liens scolaires, via des associations de la commune qui sont actives dans une région en développement, ...), qui a pour but de contribuer en tant que partenaires à une plus grande justice internationale (socio-économique, écologique, culturelle, politique, ...).

Boechout, Edegem, Hove, Kontich et Mortsel ont organisé ensemble une soirée d'information sur les objectifs de développement durable. Les participants y ont fait connaissance avec les 17 objectifs et ont découvert ce que leur propre commune entreprend déjà pour les réaliser. Ainsi, entre autres, les fermes d'auto-cueillette contribuent à l'agriculture durable (objectif 2), le couronnement comme commune cycliste aux villes durables (objectif 11), l'inclusion de groupes vulnérables à des sociétés ouvertes à tous (objectif 16) et les projets du quatrième pilier et le partenariat international

municipal d'Edegem avec San Jerónimo (Pérou) au partenariat mondial (objectif 17). Une table ronde avec des experts qui ont répondu aux questions du public a clôturé cette soirée de sensibilisation intercommunale réussie.

Échevin, fonctionnaire et conseil consultatif mondiaux comme agents de liaison

Derrière une politique mondiale cohérente, on trouve un échevin, un fonctionnaire et un conseil consultatif mondiaux forts. Ils veillent à l'implantation transversale de la politique mondiale dans l'administration communale et la surveillent. La 'justice internationale' devient ainsi peu à peu une valeur fixe dans le développement de la politique locale, mais aussi dans le travail des services communaux et des conseils consultatifs. De plus, ces échevins, fonctionnaires et conseils consultatifs interviennent également comme agents de liaison : ils réunissent les personnes concernées de divers domaines politiques pour contribuer, chacune dans sa propre perspective, à la justice internationale. Ainsi, l'échevin, le fonctionnaire et le conseil consultatif mondiaux peuvent par exemple réunir les collègues de l'agriculture, de l'économie locale, de la durabilité et de la santé pour le développement d'une stratégie alimentaire locale durable qui contribue aux objectifs de chacun de ces domaines politiques.

Derrière une politique mondiale cohérente, on trouve un échevin, un fonctionnaire et un conseil consultatif mondiaux forts. Ils réunissent les personnes concernées de divers domaines politiques pour contribuer, chacune dans sa propre perspective, à la justice internationale.

À Hoogstraten, le service mondial et le fonctionnaire en charge de la durabilité veulent ancrer les objectifs de développement durable dans l'administration communale. Ils cherchent ensemble dans le plan pluriannuel actuel des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs. En premier lieu, on comprend ainsi clairement que Hoogstraten en fait déjà beaucoup. On cherche néanmoins quels efforts complémentaires pourraient être fournis par l'administration communale. En outre, ils veulent ajouter quelque chose de nouveau au journal d'information communal. En plaçant systématiquement les icônes des objectifs de développement durable à côté de chaque article correspondant et en donnant une brève explication, les lecteurs de Hoogstraten se familiarisent avec les objectifs et leurs logos. ■

Karliën Gorissen et Ashley Hennekam sont des collaboratrices du staff de la VVSG équipe International

Où en sont les communes ?

Même si les objectifs de développement durable viennent de paraître, de nombreuses communes trouvent pourtant qu'elles sont actives en matière de durabilité. La liste d'activités durables qu'elles déploient a effectivement l'air impressionnante. D'autre part, on trouve encore dans les administrations des gens qui n'ont pas vent de la durabilité, ni de la façon dont ils doivent s'atteler à ces objectifs de développement durable.

TEXTE MARLIES VAN BOUWEL IMAGE STEFAN DEWICKERE

Un fonctionnaire Nord-Sud comme Bernard Dumoulin à Herent perçoit deux vitesses dans l'administration communale : « Les uns vous placent en tant que fonctionnaire Nord-Sud sur une île où vous pouvez vous mettre en réseau avec le Sud, et les autres sont ouverts au monde et veulent y adapter leur politique de façon conséquente. » Pour soutenir ces derniers, Bernard Dumoulin trouve les objectifs de développement durable un don du ciel : « Dans ce cas nous ne sommes plus simplement ce chouette service qui – merde alors – fait partie du service des Loisirs, mais notre domaine devient une matière politique importante, un domaine très axé sur la politique, et les objectifs de développement durable intègrent alors cette vision dans la politique. »

Selon Dumoulin, avec les objectifs de développement durable, Herent va sur-

tout miser sur la prochaine période politique : « Nous devons nous y mettre à temps pour intégrer la vision dans le prochain plan politique. Pour l'équipe de direction actuelle, il s'agissait d'une matière inconnue, de sorte qu'elle a été à peine reprise dans le plan politique. » Il considère comme sa tâche personnelle d'intéresser les autres fonctionnaires et les politiciens aux objectifs de développement durable afin qu'ils les intègrent dans la politique et de faire chaque fois cette exercice. Cet exercice a déjà eu lieu à Herzele. Dans la Constitution de Herzele de 2006, la notion de durabilité figurait à la première page. « Nous en avons fait de la poésie : le slogan stipulait que Herzele devait être durable et agréable, vitale et sociale. » Pour le secrétaire Daniel Adriaens, il était déjà clair que la durabilité n'était pas seulement une question d'environnement,

mais aussi de mobilité, d'enseignement, de logement social, de bons services, de tolérance zéro à la pauvreté, de soutien à l'agriculture biologique et d'un plan de voies lentes : « J'ai tout relié avec plaisir, car comme tout est politique, tout relève donc aussi de la durabilité ? Combien d'actions nous avons exécutées ? Eh bien, un bon nombre, environ trois quarts à mon avis. Mon meilleur souvenir concerne les initiatives qui nous ont aussi permis d'embellir la commune. Nous avons ainsi planté un arbre fruitier à haute tige sur les frontières extérieures de la commune, tous les quelques centaines de mètres. Cinq cents au total. De cette manière, un « collier écologique », ou point de repère vert, a été réalisé autour de Herzele. Tôt ou tard, quelqu'un va le photographe du ciel, lorsque les arbres fruitiers seront tous en fleurs et assez vieux pour y abriter des chouettes



Les communes peuvent entreprendre des centaines de petites actions pour réduire les émissions de CO₂, comme rendre le vélo plus attractif.

chevêches. Car tel était notre horizon : nous avons planté des arbres pour dans cinquante ans, un “plan pluriannuel” avec une majuscule ! »

À Schoten aussi, on ose entreprendre des actions. Étant donné que les animaux marins sont piégés ou empoisonnés en mer, la commune a mis sur pied une action contre le lâcher de ballons à l'hélium.

« Dans la communication, nous avons abordé la protection des animaux, la soupe de plastique comme problème

Katty Michielsen :

« On a suivi les mêmes procédures pendant des années, on a utilisé les mêmes méthodologies et les mêmes produits, souvent aussi de fournisseurs connus. Et puis un chapitre

global et les oiseaux de mer qui avalent des moitiés de ballons. Cette action a fait l'objet d'une grande attention avec de nombreuses ramifications sur Internet et même au téléjournal », raconte la fonctionnaire en charge de la durabilité Katty Michielsen.

Plus que des critères d'attribution

En tant que fonctionnaire en charge de la durabilité de Schoten, elle discerne en outre des centaines de petites actions qui peuvent aider les communes à réduire les émissions de CO₂ : « Et ce tant au niveau de la commune et de son propre ménage qu'à celui des citoyens, de la société civile et des entreprises. La commune peut déployer des projets éducatifs, réaliser par exemple un achat groupé d'électricité écologique, de cellules photovoltaïques et de chauffe-eau solaires, elle peut permettre des choses, jusqu'à la mise à disposition de véhicules de services comme voitures partagées, ou les subventionner. La création de réseaux de chaleur doit souvent se faire en concertation avec tout un tas de parties prenantes, et la commune est le forum par excellence pour planifier ou exécuter des actions repoussant les limites à cet égard. Par ailleurs, il est tout de même aussi important que les communes agissent vite pour anticiper les conséquences du CO₂ qui se trouve d'ores et déjà dans l'atmosphère.

Les conséquences des changements climatiques seront ressenties probablement beaucoup plus vite que ne sera réalisée leur résolution à grande échelle. » Katty Michielsen trouve que cela n'est pas sa tâche à elle seule en tant que fonctionnaire durabilité, mais que chaque service doit participer à la conversion : « Cela entraîne souvent des résistances. On a suivi les mêmes procédures pendant des années, on a utilisé les mêmes méthodologies et les mêmes produits, souvent aussi de fournisseurs connus. Et puis un cha-

pitre « durabilité » surgit soudain dans un cahier des charges. Cela s'écarte de nos vieilles habitudes et tout changement est difficile. Par contre, il est important d'avoir une méthode de travail multidisciplinaire permettant de fournir beaucoup d'informations. Il s'agit parfois de se débattre contre des mythes et des mensonges. Le hêtre portant le label FSC est identique au bois sans ce label, mais son origine est différente. Pourtant, on doute parfois de sa qualité. » Elle voit à cet égard un rôle important qu'elle pourrait jouer. « Même si ça doit être un réflexe automatique de tous ceux qui établissent des cahiers des charges. Le but

Tom Hofman :

« Si vous vous focalisez sur les coûts, la qualité baisse, mais si vous vous focalisez sur la qualité, les coûts baissent aussi. »

n'est pas qu'un fonctionnaire durabilité rédige tous les cahiers des charges, mais dans certains cas difficiles, il peut participer à la réflexion, à l'établissement et aux négociations. » Katty Michielsen trouve que les explications sont capitales à cet égard : « Les acheteurs sont souvent confrontés à des déclarations douteuses des fournisseurs : “biodégradable à 97 pour cent”, ça semble fantastique, mais

le poison peut justement se trouver dans les trois pour cent restants. »

L'acheteur de la maison sociale de Malines, Tom Hofman, en a conscience : « Les critères d'attribution sont les pierres de touche des offres. Il s'agit toujours de trouver un bon rapport entre le prix et la qualité, mais on peut attribuer 30 points au prix et 70 points à la qualité, un choix qui change du tout au tout si l'attribution des points se fait dans l'autre sens. On peut aussi reprendre d'autres éléments, comme des points pour l'écocore, qui est un instrument de mesure transparent et objectif, une norme dans les cahiers des charges des véhicules. Mais il existe aussi d'autres exigences techniques dont on peut faire usage, songez par exemple au commerce équitable pour le café et le thé, aux normes FSC pour le bois ou à un autre label. Il s'agit parfois de listes de conditions que ces entreprises doivent remplir, mais pour des vêtements propres, par exemple, il faut se fier à une parole d'honneur. » Pour Tom Hofman, il s'agit d'une zone de tension importante : « Il faut continuellement peser ce qui est idéaliste et ce qui est réaliste, ce qui serait bien et ce qui est faisable. En tant que bon acheteur, vous ne faites donc pas uniquement attention au prix, vous avez un rôle social à remplir. » Il lance une boutade : « Si vous vous focalisez sur les coûts, la qualité baisse, mais si vous vous focalisez sur la qualité, les coûts baissent aussi. »

Dans les administrations, les achats sont souvent traités en parents pauvres mais, en Belgique, quinze pour cent du

PIB sont réalisés via les marchés publics : « Si tous ces acheteurs sont bien entourés, ils peuvent signifier quelque chose », affirme Tom Hofman.

Les critères socio-éthiques sont souvent oubliés. Il s'agit d'une matière difficile, mais Tom Hofman a développé une certaine vigilance à cet égard : « C'est l'essence de la maison sociale : donner un coup de pouce aux gens, veiller à les

garder à bord. » Dans ce sens, il perçoit plusieurs possibilités de créer des leviers. « Il y a ainsi des projets que nous réservons à l'économie sociale. Nous venons encore de le faire avec des bancs en bois. Nous les plaçons aussi bien dans le marché, mais cette économie sociale forme

Bernard Dumoulin :

« Il faut oser reconsidérer les structures et le fonctionnement. Il faut être cohérent dans sa politique. »

alors un critère. Au niveau des entreprises candidates, on peut aussi imposer des conditions ou des accents. Ainsi, nous imposons aux entreprises de nettoyage qu'elles doivent donner du travail à plusieurs personnes qu'elles recrutent via nos services d'encadrement de travail, les personnes relevant de l'article 60. Dans une adjudication jusqu'à 70 000 euros, il doit s'agir au moins d'une personne, et de deux pour un montant plus élevé. »

L'administration locale de Malines investit à fond dans le parc de vélos : « Des vélos de ville ordinaires, des vélos électriques, des vélos pliants, des triporteurs. Pour l'entretien, on a entre autres recours à un projet d'économie sociale. »

Il me sert un verre d'eau (gazeuse!) du robinet... : « À la maison sociale, nous ne buvons plus d'eau en bouteille. Cette suppression a entraîné une économie de 7 000 euros par an. » Un instant plus tard, il déplore la différence entre rêve et réalité : « Ainsi, nous avons par exemple dû commander des tables très solides pour un projet. Nous en avons trouvé de très belles dans un projet d'économie sociale, mais elles étaient lourdes comme du plomb. Elles étaient trop lourdes pour les nettoyeurs. »

Motiver

À Herent, les achats ne sont pas centralisés. Bernard Dumoulin a détecté cinq personnes et leur a écrit pour les convaincre de l'importance des achats durables. Tout le monde a sa part de responsabilité lorsqu'il s'agit d'objectifs durables. En tant que fonctionnaire Nord-Sud, il cherche quels collègues forment de bons partenaires et des exemples. Le

service culture est un partenaire : « Herent n'organisera plus de festivals s'ils ne sont pas durables en matière d'énergie, de boissons et de déchets. Je veux soutenir de tels partenaires motivés et motiver les autres. C'est ainsi que je vois ma tâche dans un avenir proche, et la

prochaine législature sera particulièrement importante. Pour faire un pas plus loin, je veux intégrer ce cadre et cette motivation dans le prochain plan pluriannuel municipal, mais le temps presse déjà. » L'ambition de Bernard Dumoulin est grande : « Il faut oser reconsidérer les structures et le fonctionnement. Pour nous, c'est clair, nous devons réunir les deux vitesses. Au Guatemala, les droits de nos partenaires sont violés par la construction d'un barrage. Nous devons en faire une histoire ensemble. Au-

Daniel Adriaens :

« La durabilité a acquis sa place dans l'arsenal de notions et les programmes d'action. Mais nous n'en sommes pas encore imprégnés. »

trement, nous n'en sortirons plus, de ces histoires mondiales. Il faut être cohérent dans sa politique. »

Pour le secrétaire Daniel Adriaens, c'est compris dans le plan pluriannuel municipal : « Nous avons déjà établi 104 plans d'action, couvrant six années et donc 312 semaines. Nous avons en moyenne trois semaines pour chaque plan d'action. Les mots d'ordre sont cette fois "Pour une commune de Herzele saine, attentive et active". Attentive et durable sont des termes proches. Je ne donne que quelques exemples : nous sommes reconnus comme Commune du Commerce Équitable, nous organisons un soutien scolaire pour les enfants qui vivent dans un environnement familial moins favorable, nous proposons toujours de la bière de nos propres brasseries aux réceptions, nous avons pla-

cé des panneaux solaires sur le centre sportif et culturel, nous mettons gratuitement à disposition trois bornes de recharge pour véhicules électriques, nous procédons au suivi de la consommation énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage public, nous investissons dans de nouvelles pistes cyclables, nous avons été élus commune la plus sportive de Flandre-Orientale et école la plus énergique, nous avons un fonctionnaire Nord-Sud et un conseil consultatif pour la coopération au développement et nous allons maintenant nous occuper de la Convention des Maires. » Pour Adriaens, les choses sont claires : « La durabilité a acquis sa place dans l'arsenal de notions et les programmes d'action. Mais nous n'en sommes pas encore imprégnés. Le Décret communal ne compte d'ailleurs qu'un seul article reprenant le terme de "durabilité". Idem dans le fil conducteur de la gestion organisationnelle pour les administrations locales : la durabilité n'y est mentionnée que dans le cadre des marchés publics ou de la consommation énergétique. La durabilité vient parfois frap-

per à la porte de la salle de direction à l'occasion d'une présentation, mais nous ne chantons jamais à tue-tête. Le revirement viendra probablement lorsque la durabilité rapportera aussi un avantage économique et politique à court terme. Les communes qui veulent par exemple produire de l'énergie éolienne de façon coopérative avec les citoyens, l'ont déjà compris. Si la durabilité se caractérise principalement par une ambiance faite d'ordres et d'interdits, elle va toujours se heurter à la constatation que les gens veulent bien réfléchir à long terme, mais qu'ils ne peuvent sentir qu'à court terme. La durabilité doit viser davantage le sentiment et la beauté, être davantage une partition qu'un règlement. » ■

Marlies van Bouwel est rédactrice en chef de Lokaal

De la survie à une vie meilleure

Objectif de développement durable 1 : éliminer la pauvreté



Un représentant de Ciudad Darío signe la déclaration de pauvreté.

BIERT JANSSENS

LOMMEL – CIUDAD DARÍO En 2015, des fonctionnaires et hommes politiques locaux du Nicaragua, du Guatemala et de la Flandre ont examiné lors d'une conférence régionale organisée par VVSG, le rôle de l'administration locale dans la lutte contre la pauvreté. À la fin de cette rencontre, les participants flamands, guatémaliens et nicaraguayens ont signé la déclaration de pauvreté commune 'De la survie à une vie meilleure'. La pauvreté est une affaire complexe, elle a non seulement trait aux revenus, mais aussi à l'exclusion sociale dans toutes sortes de domaines de la vie sociale, allant de l'enseignement, de l'habitat, du travail et de la santé aux loisirs. À présent, un semestre après la conférence, Lommel en Ciudad Darío traduisent les principes dans la réalité.

Ciudad Darío (Nicaragua)

Exécuter les lois nationales visant l'éradication de la pauvreté.
Sensibiliser et soutenir les secteurs ou associations qui luttent contre la pauvreté et qui soutiennent les pauvres.
Entreprendre soi-même des actions pour lutter contre la pauvreté dans les secteurs qui présentent le plus de besoins socio-économiques.
Établir des directives pour trouver des solutions dans la lutte contre la pauvreté.
Permettre la participation des différentes institutions publiques en matière d'éradication de la pauvreté.
Favoriser l'égalité et l'équilibre des sexes.

CONCRÈTEMENT

Bon de production : pour les animaux domestiques, graines améliorées.
Un toit pour tous : l'octroi de plaques de zinc aux familles à bas revenus.
Tout le monde a une voix : programme de soins détaillé pour handicapés.
Maisons pour le peuple : construction de logements décentes pour les familles à bas revenus (détectées lors de la déclaration d'impôts).
Légalisation de propriétés : pour les familles avec une habitation illégale.
CDE : Centre pour le Développement des Enfants.
Maison des mères : soins des femmes enceintes.
École professionnelle pour les femmes : soins de beauté, coupe et couture, cuisine.
Packs scolaires pour les enfants de familles à bas revenus : sac à dos, cahiers, crayons, uniforme complet.
Repas (petit-déjeuner et lunch) à l'école pour les enfants de l'école primaire.
Création d'emplois : l'administration locale veut déployer des stratégies pour générer des emplois.
Diversification des cultures : fournir aux familles d'agriculteurs les moyens techniques pour semer en même temps deux cultures ou plus.
Prêts avec taux d'intérêt à long terme auprès d'établissements financiers et de banques de crédit pour les producteurs et propriétaires de petites et moyennes entreprises.

Lommel

Mener une politique de bien-être proactive pour prévenir les besoins sociaux et la pauvreté.
Impliquer dans la concertation les assistants sociaux, les écoles, les organisations et les intéressés.
L'habitat, l'éducation et la formation sont, outre l'emploi, des éléments pour améliorer la situation sociale de résidents moins favorisés et faire reculer la pauvreté.
Le client est la figure centrale dans les prestations de services de la maison sociale.
Continuer d'œuvrer au développement des services sociaux : gestion et encadrement du budget.
Rendre le sport, la culture et les loisirs abordables et accessibles à tous.
L'échevin de la politique de pauvreté examine les nouvelles initiatives municipales au moyen du test d'impact sur la pauvreté.
Le collège a souscrit à la déclaration De la survie à une vie meilleure le 9 février 2016.

CONCRÈTEMENT

Sensibiliser et informer sur les droits aux revenus de substitution, aux tarifs adaptés ou à des allocations complémentaires comme la prime mazout.
Organiser la concertation et coordonner les actions avec les services communaux, les établissements de soins, la police, les médecins généralistes et les conseils de quartier.
Soutenir les institutions, les organisations et les initiatives.
Prendre des initiatives pour intégrer les personnes nécessitant des soins : soutien scolaire, loisirs pour les jeunes mères et activités pour leurs enfants, trajet de formation Faites-les rayonner pour les femmes défavorisées et soutien aux familles.
Dans l'organisation de la ville de Lommel, le service de coopération internationale a présenté les objectifs de développement durable comme une idée visant à innover les services municipaux ou à les améliorer. ■

Bert Janssens est collaborateur du staff de la VVSG, équipe International



ANTWERPEN 27-05-2016

GLOBAL GOALS
LOCAL FOCUS